

## 1

## UN PAYS À GENOUX...

**O**n l'a sans doute trop oublié : l'aube de la Libération se lèvera sur quatre années noires, terribles, de faim au ventre pour beaucoup, de luttes fratricides, de cet affrontement entre deux France, l'une et l'autre convaincues de détenir la vérité. Mais, en cette fin août 1944, il était trop tard pour philosopher, polémiquer, rechercher les responsabilités... L'essentiel était la proche victoire de la liberté, la fin de l'Occupation et du cauchemar d'« Hitler pour mille ans ».

La liberté, mais à quel prix ! Un pays atteint dans son âme, ses dizaines de milliers de déportés raciaux et politiques, ses fusillés de l'aube, pendus de Tulle, massacrés d'Oradour en juin 1944, torturés dans les repaires de la Gestapo, victimes innocentes d'une épuration sauvage dans le contexte insurrectionnel de la Libération, prisonniers – plus de 1 500 000 derrière les barbelés –, quelque 600 000 requis du travail obligatoire en Allemagne, dont beaucoup – 40 000 environ – ne reviendront pas, fauchés par la maladie ou tués sous les terribles bombardements des villes allemandes.

Les bombardements, la France les a connus elle aussi, subis, supportés, pendant ces trop longues nuits de pleine lune que l'on abordait avec angoisse : viendront-ils, ou pas ? « Ils », les Alliés, bien sûr, le grondement sourd des « forteresses volantes » organisées en escadrilles, le hurlement des sirènes, à condition qu'elles se mettent en marche assez tôt, l'appel aux abris, sous réserve qu'il y en eût, le déferlement des bombes, trop de victimes, car il est bien connu que, toutes nécessaires qu'elles fussent dans leur principe, les interventions aériennes qui vont se multiplier à mesure de l'ap-

proche du débarquement manqueront trop souvent de précision. On évaluera à quelque 60 000 le nombre des victimes des bombardements dont plus du tiers rien qu'en Normandie.

La moitié des 40 000 kilomètres des lignes de chemin de fer sont détruites, il n'y a plus qu'une locomotive sur cinq en état de servir, un wagon de marchandises sur trois et un wagon de voyageurs sur deux. 7 500 ponts ont été détruits. Le quart du capital immobilier a été anéanti, des villes comme Le Havre, Saint-Lô, Caen n'existent pratiquement plus. 1 000 000 de familles de l'Hexagone sont sans abri. La faim au ventre, écrivions-nous, la faim que l'on ne pouvait calmer qu'au prix de la débrouillardise, de l'aide pour le citadin fourni par une famille de province, de colis providentiels ou, plus grave, du « marché noir », qui n'est d'ailleurs accessible qu'aux portefeuilles bien garnis et enrichit plus d'un profiteur. Ne s'en sort vraiment que celui qui a une monnaie d'échange : le troc redevient la règle. Les tickets de rationnement eux-mêmes deviennent objet de trafic. Pour certaines familles bien-pensantes, ou plus exactement férues de principes, se pose ce problème de conscience : faut-il recourir au marché parallèle que les règlements interdisent, que condamnent la morale et, hypocritement d'ailleurs, le gouvernement de Vichy ? On interroge les confesseurs ; ce n'est qu'après leur autorisation, voire leur absolution, que l'on se résout à acheter « au noir ». Non sans risque, car la police spéciale de répression veille.

En 1945, un an après la Libération, les problèmes de ravitaillement sont loin d'être résolus. La moyenne de la ration officielle de matière grasse est de 15 grammes par jour, soit cinq fois moins qu'il en faudrait, et de 25 pour la viande, soit environ la moitié du nécessaire. L'effondrement des transports et des communications est dramatique. Non seulement la France a souffert des ponctions de l'occupant, mais la diminution des bras disponibles – prisonniers, requis du travail obligatoire –, le manque de chevaux (massivement réquisitionnés), la raréfaction des engrais ont entraîné le rétrécissement, comme peau de chagrin, des terres cultivées. 3 000 000 d'hectares ont été perdus. La production du blé et de la pomme de terre a connu une chute pouvant atteindre jusqu'à 40 % par rapport à celle de l'avant-guerre. De surcroît, la mauvaise récolte de blé en 1945 oblige le Gouvernement provisoire à rétablir le rationnement officiel à la fin de l'année, soit 300 grammes de pain par personne et par jour. À l'été 1948, on est tombé à

250 grammes, pour ne retrouver une situation normale et la fin du ravitaillement qu'en 1949... quatre années après la fin des hostilités.

Avoir été adolescent pendant ces années-là fut un drame. Ceux que les services du ravitaillement avaient rangés sous l'étiquette «J3» – de 13 à 21 ans – ont souffert dans leur chair plus que les autres. Mais derrière la crise matérielle, les difficultés de croissance – la faim au ventre, écrivions-nous –, les privations, la nourriture infecte, les rutabagas et les succédanés, par exemple la saccharine pour le sucre, et leurs conséquences – coliques, caries dentaires, pertes de poids –, se profile le drame des choix politiques.

Des choix politiques ? Qu'est-ce que cela veut dire ? interrogent les ignorants ou les faux innocents... Mais il n'y en avait qu'un, celui de la France libre ou de la Résistance intérieure ! Simplification abusive. Jusqu'en 1942, en tout cas, et jusqu'à une époque limite que l'on peut situer à novembre 1942 et au débarquement en Afrique du Nord, la fidélité à la personne du maréchal Pétain, malgré les errements impardonnables du régime de la Révolution nationale, n'implique pas automatiquement le crime de trahison. On connaît le mot d'un gaulliste « historique » : « Qu'on ne me raconte pas d'histoires... Le choix n'était pas aussi facile qu'on le dit aujourd'hui... Lorsque j'ai rencontré le colonel Groussard, c'est l'engagement d'une forme de résistance auprès de Pétain qui s'offrait, et je ne cache pas que j'ai hésité entre lui et de Gaulle. J'ai finalement opté pour de Gaulle, mais après l'armistice, qui oserait affirmer qu'aucune hésitation n'était possible ? ... »

En ce mois d'août 1944, c'est, pour des milliers de personnes engagées dans la collaboration, le sauve-qui-peut général : engagées à tous les échelons de responsabilité, du petit milicien imprudemment fourvoyé à l'ancien ministre, de la maîtresse d'un « Boche » gradé à l'écrivain maudit, du complice de la Gestapo spécialisé dans la torture des résistants à l'infâme délateur de sous-préfecture dont le spécimen est répandu par milliers.

Toutes les époques troublées ont engendré des nuées de corbeaux ; on en dénichera d'ailleurs dans les deux camps. Au service des Allemands, d'abord, et bien entendu, mais aussi pendant et après la Libération, pour attirer l'attention sur tel fonctionnaire trop zélé au long des années sombres, tel édile désigné par le gouvernement de Vichy, tel militant d'un parti collaborationniste

qui plastronnait dans les rues et allait s'égosiller dans les meetings d'un Marcel Déat ou d'un Jacques Doriot.

Il y avait également les trafiquants du marché noir, profiteurs de la pénurie qui se feront un beau magot en livrant leurs marchandises aux plus fortunés, à ceux qui « en avaient les moyens », et à la barbe de ceux qui ne pouvaient pas payer, contraints de se contenter de rations de misère ; les amateurs de bonne chère dans des restaurants spécialisés, fêtards, ou tout simplement bien nourris pour qui ces quatre années d'Occupation ne laisseront qu'un léger souvenir.

Abrégeons cet inventaire pour signaler, au banc de l'ignominie, les pillards des biens des réprouvés, administrateurs provisoires des meubles et immeubles des juifs déportés ou en fuite, spécialistes des réquisitions abusives jusqu'à provoquer les interventions de la police avertie de leur racket.

Assurément, un fossé sépare le profiteur ou le délateur patenté de l'idéologue, pacifiste d'avant guerre qui, de bonne foi, s'imaginera découvrir dans la collaboration la confirmation de ses engagements passés. Le comportement du pacifiste entre les deux guerres mondiales, après 1914-1918 et ses millions de morts – quelque 8 500 000 dans les armées et 10 millions parmi les civils –, qui ne surprend guère en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, était assimilé à une forme d'abomination dans de larges secteurs de l'opinion et le souhait d'une entente avec l'Allemagne à une simple trahison. Il est vrai que les masques commencèrent à tomber à compter de 1933 et qu'il fallut beaucoup d'aveuglement ou de naïveté pour prêter foi aux déclarations d'intention, régulièrement démenties par les faits, du maître du III<sup>e</sup> Reich.

L'effondrement de la collaboration suit tout naturellement la courbe des événements : la défaite de l'Allemagne nazie est pratiquement acquise entre novembre 1942 et janvier 1943, soit les trois mois du débarquement américain en Afrique du Nord et de la victoire des Soviétiques à Stalingrad. S'accrocher à l'espoir de la victoire des armes du Reich s'apparente dans ces conditions à un choix suicidaire et à une course vers l'abîme.

Dans les limites de l'Hexagone, chez les partisans du gouvernement de Vichy qui ont encore des illusions sur les chances de survie du régime après l'occupation de la zone libre et le sabordage de la flotte à Toulon, l'aveuglement n'est guère différent. On

a dit – non sans raison – que le maréchal Pétain eût sans doute sauvé son honneur et assuré sa survie politique si, par un geste d'un retentissement extraordinaire, et parce qu'il ne pouvait nourrir d'illusions sur la suite des événements, il avait décidé de gagner Alger. Mais n'eût-il pas partagé le sort réservé à l'amiral Darlan ?

Quittant le domaine de la fiction, on rappellera sans risque que ces mois d'un « tournant » de l'histoire – le mot, tout usé qu'il soit, définit la réalité –, annoncent en France le revirement des opportunistes qui s'enfuient du navire de Vichy en perdition, ou l'abandon par ceux qui l'avaient servi et avaient cru en son chef d'un régime totalement soumis à la volonté de l'occupant.

Pour les partisans de la collaboration, l'année 1943 est déjà celle de tous les dangers. Les attentats dus à la Résistance qui d'ailleurs ne frappent pas que les collaborateurs les plus engagés – le fait est désormais connu – les attentats connaissent alors une nette recrudescence. Les miliciens sont les tout premiers visés : ainsi le chef Paul de Gassovski, officier de réserve et ancien du SOL (Service d'ordre légionnaire) assassiné à Marseille, le 24 avril, et l'un de ses amis, le Docteur Bouysson, chef de la propagande de la Milice, toujours à Marseille, le mois suivant. Son adjoint, Amalric, est blessé en même temps que lui. En Haute-Savoie, et à Thônes, le chef Jacquemin, son adjoint Roger Franc et un autre milicien, Paul Courtois, sont à leur tour abattus, le 23 novembre, par la Résistance. Le jour même, un commando de la Milice se livre à des représailles à Annecy en assassinant trois personnes, plus ou moins soupçonnées d'appartenir à la Résistance, et en blesse trois autres. Dans le département de la Loire, le chef Guillaumin est exécuté le 24 décembre ; ses cinq agresseurs, d'origine polonaise, seront arrêtés le 24 janvier 1944. Un bilan – approximatif – établit à vingt-cinq morts le nombre des miliciens assassinés et à vingt-sept celui des blessés graves de janvier 1943 – le mois de la fondation de la Milice –, à la fin de l'année.

Les membres du Parti populaire français (PPF) n'ont pas été épargnés à commencer par les transfuges du Parti communiste. Marcel Gitton, ex-secrétaire du PCF, ouvre la liste des victimes des attentats : il est assassiné le 4 septembre 1941 devant le 18 de la rue de Bagnolet, à Paris. Il avait signé, avec un certain nombre de ses camarades, une « Lettre aux ouvriers communistes » qui était considérée comme un encouragement à s'engager dans la politique de collaboration et intervenait après l'engagement du PPF

aux côtés de la Légion des volontaires français (LVF). Le jour même, Jacques Doriot quittait Paris avec le premier contingent de volontaires français. Le 22 décembre suivant, Fernand Soupé, maire de Montreuil, était grièvement blessé. Le 2 juin 1942, un autre transfuge, notoirement connu, Albert Clément, qui avait été jusqu'en 1939 le rédacteur en chef de *La Vie ouvrière* et avait rejoint *Le Cri du peuple*, était pris en filature par un commando et assassiné à son tour, rue Vivienne, à Paris.

Dans une ville comme Nice, où le mouvement est particulièrement bien implanté – les effectifs provenant en majorité des milieux ouvriers et employés –, la Résistance a répondu très tôt aux provocations des doriotistes qui se livrent à des contrôles d'identité, des arrestations, des passages à tabac, des perquisitions qui se terminent le plus souvent par des pillages en règle. Le 11 octobre 1942, le siège du PPF, 52, avenue de la Victoire à Nice, a été visé par un attentat, et le 6 novembre suivant, c'est au tour de celui de Vallauris.

Les affrontements entre la Résistance, la Milice et le PPF se multiplient en 1943, le mouvement de Doriot ne s'engageant lui-même, au début, que pour répondre aux coups de plus en plus durs qui lui sont portés. C'est dans cet objectif qu'est créé un service d'ordre qui se transformera en « gardes françaises », puis fin 1943, de dégradation en dégradation, en « groupes d'action pour la justice sociale », conglomérat de militants aveuglés et d'authentiques crapules. Leur « action sociale » consiste en fait en opérations très meurtrières contre la Résistance, effectuées soit de manière autonome, soit en collaboration avec le Sicherheitsdienst. Ils traquent les résistants dans la région lyonnaise et le Dauphiné – à Grenoble surtout –, arrêtent, torturent, pillent, livrent leurs prisonniers à la police allemande qui les destine à la déportation.

Aussi les répliques de la Résistance s'enchaînent-elles, bien qu'elles n'aient pas un rapport automatique avec les exactions, expéditions punitives et actes criminels des hommes de main du PPF. En septembre 1943, à Marseille, Toussaint Manfredi tombe sous les balles des « terroristes ».

Pour rester dans le Sud-Est, et revenant à Nice, le 24 novembre 1943, le docteur Tourton, secrétaire fédéral, est abattu sur le perron de l'hôpital Pasteur ; il précède dans la mort cinq miliciens – sept autres seront grièvement blessés – tués, le 28, par une grenade

lancée contre le restaurant de la Légion tricolore, rue Pertinax, après une réunion présidée par Joseph Darnand et Philippe Henriot.

À compter de septembre 1943, les nervis du PPF et autres membres des « Groupes d'action pour la justice sociale » se font les complices du *Hauptsturmführer* Aloïs Brunner dans les persécutions qui frappent les juifs réfugiés en grand nombre à Nice et sur la Côte d'Azur, n'ayant pas eu la chance de pouvoir partir avant l'arrivée des Allemands. Les hôtels de Nice sont systématiquement visités, les rues barrées pour des contrôles, des vérifications d'identité effectuées dans les gares. Il n'est pas rare que les hommes de main exigent des passants qu'ils baissent leur pantalon pour vérifier qu'ils ne sont pas circoncis.

Suivent les rafles et les interpellations auxquelles n'échappent pas les femmes et les enfants. Les aveugles sont arrêtés comme les autres, les hôpitaux et les cliniques, les hospices et la maternité Saint-Roch fouillés de fond en comble, les malades et les pensionnaires arrêtés. Des milliers de juifs – peut-être 5 000 – domiciliés ou réfugiés à Nice seront transférés à Drancy avant d'être déportés.

Œil pour œil, dent pour dent... Les complices de Brunner paient et paieront. En attendant la grande purge de la Libération – et les excès et exactions de l'épuration –, les attentats se multiplieront et les collaborateurs, petits et grands, continueront de tomber. En mars 1944, Serge Mojaroff, le chef d'un groupe de Russes blancs qui travaillent à Nice pour Brunner, est tué par l'Organisation juive de combat. L'OJC exécutera un peu plus tard Georges Karakaëff, proche de Mojaroff.